

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS266/2
8 octobre 2002

(02-5419)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DE SUCRE

Demande de participation aux consultations

Communication de l'Australie

La communication ci-après, datée du 4 octobre 2002, adressée par la Mission permanente de l'Australie à la Délégation permanente des Communautés européennes, à la Mission permanente du Brésil et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Je me réfère à la "Demande de consultations présentée par le Brésil" au sujet des subventions à l'exportation accordées par les Communautés européennes au secteur du sucre, présentée le 27 septembre 2002 conformément à l'article 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémoire d'accord sur le règlement des différends), à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994), à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture*, et aux articles 4.1 et 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (Accord SMC), qui a été distribuée aux Membres le 1^{er} octobre 2002 (voir WT/DS266/1, G/L/570, G/AG/GEN/53 et G/SCM/D48/1).

L'Australie est l'un des plus gros exportateurs de sucre du monde et, à ce titre, a un intérêt commercial substantiel dans les consultations demandées par le Brésil.

En raison de notre intérêt commercial substantiel dans les consultations susmentionnées, le gouvernement australien notifie par la présente, conformément au paragraphe 11 de l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son désir de participer aux consultations.

J'espère recevoir rapidement une réponse positive.
